

# Les séparatistes catalans prennent les devants

**Espagne** Les institutions préparent l'indépendance, au mépris de la légalité.

**Paco Audije**  
Correspondant en Espagne

**L**e ton est de plus en plus vif, entre le gouvernement de la Catalogne et l'exécutif du Premier ministre conservateur Mariano Rajoy. Selon Carles Puigdemont, président de la Generalitat (gouvernement catalan), un autre référendum sur l'indépendance aura lieu "au plus tard en septembre".

Pour que cette fois la "déconnexion avec l'Espagne" réussisse, les institutions catalanes sont en train de prendre toutes sortes de mesures financières, juridiques, et autres, sans tenir compte de la légalité espagnole. Dans ce contexte, "la Generalitat a déjà recueilli [secrètement] toutes vos données fiscales, vous êtes tous fichés", a déclaré un peu naïvement Santiago Vi-

dal, ancien juge catalan devenu sénateur, qui ne parlait que devant quelques personnes. Ses mots, enregistrés, ont eu un certain retentissement : "Est-ce légal ? Non, c'est protégé par la Loi de protection de données, mais le gouvernement espagnol ne facilitera aucun recensement des citoyens qui nous est nécessaire [pour aboutir à l'indépendance effective]." Santiago Vidal a été obligé de démissionner, mais sa révélation vient s'ajouter à d'autres sur un "fichage idéologique" de milliers de citoyens ou sur les magistrats travaillant en Catalogne.

Fin janvier, un individu a été arrêté à Madrid, alors qu'il filmaient des policiers d'une manière qui leur a déplu. Il s'est identifié comme un membre de la police de Catalogne "autorisé à faire un travail de renseignement". Sauf qu'en principe, un membre d'une police régionale n'a pas le droit de faire son tra-

vail hors sa juridiction. Dans sa petite conférence, Santiago Vidal avait aussi expliqué "qu'un gouvernement étranger non européen" formait les policiers catalans en matière de contre-espionnage.

**Madrid riposte**

De l'autre côté, l'Agence des impôts de la Catalogne (ATC) vient de doubler son budget pour se donner les moyens de percevoir l'impôt sur le revenu et la TVA actuellement versés au ministère des Finances espagnol. D'après Lluís Salvadó, secrétaire des Finances catalan, la Generalitat tient à "agir dans la légalité", mais l'ATC annonce qu'elle activera son propre système "en juillet prochain". Le gouvernement de Madrid ré-

pond qu'il ne laissera passer aucune entorse à la légalité.

Pour aggraver les choses, jeudi, une grande opération judiciaire a été lancée contre le financement illégal de Convergence démocratique de Catalogne (CDC, l'ancien nom du parti de Puigdemont). Plusieurs entreprises et le siège de CDC ont été

**Madrid ne laissera passer aucune entorse à la légalité.**

fouillés. Comme d'autres partis en Espagne, CDC fait l'objet d'une enquête depuis des années pour avoir truqué des appels publics d'offre pour se financer. Cette enquête n'en a pas moins été qualifiée de "politique" par plusieurs porte-parole catalans. Qui n'ont pas manqué de rappeler les procédures en marche contre quelques élus indépendantistes, dont l'ancien président Artur Mas qui sera jugé lundi, pour avoir organisé le premier référendum et risque une peine d'inéligibilité.

Pablo Casado, porte-parole du parti de Rajoy (PP, parti populaire, droite), a répondu en dénonçant une "dérive totalitaire" indépendantiste. Dans l'entourage de Mariano Rajoy on glisse – sans donner trop de précisions – que des mesures "coercitives" sont prêtes, si la Generalitat devait persévérer dans la voie qu'elle suit actuellement.